

## La Catastrophe imminente : bis repetita...<sup>1</sup>

Depuis les débuts de la crise financière et économique généralisée, la comparaison entre la situation actuelle et les années trente est souvent faite. Moins pour donner une perspective historique sérieuse, permettant de saisir la situation actuelle comme une partie d'un tout plus complexe et plongeant ses racines dans l'histoire et les évolutions du capitalisme, que pour justifier certaines décisions politiques. Il nous a donc paru intéressant et utile de rappeler quelques éléments d'histoire économique, politique et sociale, essentiellement centrés sur l'espace belge et sur les conséquences pour le mouvement ouvrier, avant de voir quelles analogies avec la situation présente peuvent être faites. Nous essaierons également de dégager des pistes de réflexion pour la gauche de transformation.

## La Belgique d'arrière-grand-papa dans la tourmente

Avant d'aborder les effets de la crise à proprement parler sur la situation économique de la Belgique avant 1935, il convient de revenir sur quelques éléments antérieurs à la décennie qui nous occupe. Après la première guerre mondiale, le pays se trouve face à une situation difficile : appareil industriel endommagé par le conflit, dette importante et, consécutivement à l'occupation de la plus grande part du pays, la circulation d'une quantité importante de marks allemands dépréciés<sup>2</sup>. Pour reprendre ces billets et renouveler les moyens de production, l'Etat fait face à un considérable déficit budgétaire, que les emprunts et la création de nouveaux impôts n'arrivent pas à résorber. On assiste alors à une inflation du crédit, à une flambée des prix et à une fuite des capitaux. Pour tenter de résoudre ces problèmes, le gouvernement catholique-socialiste Pouillet-Vandervelde se résout à la dévaluation du franc. Appliquée par le gouvernement suivant, cette dévaluation va, dans un premier temps, avoir un effet positif en favorisant les exportations, et on observe pour cette période une hausse des dépenses sociales, signe que le budget augmente<sup>3</sup>. Jusqu'à la fin des années vingt, la Belgique connaît une phase de prospérité relative, et connaît un indice de production maximum en 1929<sup>4</sup>. Ce n'est qu'à partir de la deuxième moitié de 1930 que les effets de la crise mondiale commencent à se faire ressentir, et qu'une chute de la production (entre vingt-cinq et vingt-neuf pourcents) s'observe dans les secteurs métallurgiques et textiles<sup>5</sup>. Parallèlement, on assiste à une hausse considérable du chômage (complet ou partiel) entre 1930 et 1934<sup>6</sup>, entraînant des difficultés considérables pour des centaines de milliers de travailleurs et leurs familles. Les gouvernements qui se succèdent à partir de la seconde moitié des années vingt vont mener toute une politique déflationniste à l'impact désastreux et tenteront tant bien que mal de faire face à des difficultés croissantes.

Après la coalition catholique-socialiste des années 1925-1926, et jusqu'au premier gouvernement mené par Paul Van Zeeland, les différents cabinets successifs, constitués de catholiques et de libéraux, vont mener une politique économique basée sur les thèses du libéralisme classique et fondée sur la déflation et le maintien d'une monnaie « saine »<sup>7</sup>. Ils refusent de pratiquer une seconde dévaluation et inscrivent le pays dans une spirale déflationniste, authentique cercle vicieux, pour tenter de contrer les effets de la dévaluation de la sterling de 1931. Cette dévaluation, si elle eut un effet positif pour les importations, les achats sur le marché international étant à l'époque effectués dans cette devise, entraîna une contraction des exportations, vitales à l'économie du pays, vu l'exiguïté du marché intérieur<sup>8</sup>. Pour y faire face, deux solutions se présentaient aux gouvernants : la déflation, qui a pour but de réduire le prix de revient des marchandises en agissant sur les différents paramètres

---

<sup>1</sup> Par François D'Agostino, historien, collaborateur bénévole de l'ACJJ-Juin 2013.

<sup>2</sup> (VAN ZEELAND (M.)), *L'expérience Van Zeeland en Belgique*, Lausanne, 1940, p.19 et sv.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p.21-23.

<sup>4</sup> PLETINCKX (A.), *Le Parti ouvrier belge dans la première phase de la crise économique. 1e partie* Revue Belge d'histoire contemporaine 6, 1976, p.274 et sv.

<sup>5</sup> GERARD (E.), *Nouvelle histoire de Belgique 1918-1939. La démocratie rêvée, bridée et bafouée*, sous la dir. de DUMOULIN (M.), DUJARDIN (V.) et GERARD (E.), Bruxelles, 2010, p. 169 et sv.

<sup>6</sup> Les différents ouvrages cités soulignent la difficulté de fournir des chiffres précis, car les données ne prennent en compte que les chômeurs disposant d'une assurance chômage. Les estimations de la Commission syndicale à l'époque envisagent le double du chiffre avancé. Cf. PLETINCKX (A.), *op.cit.*, p.279-280.

<sup>7</sup> PLETINCKX (A.), *op.cit.*, p.275-278.

<sup>8</sup> Entre 1931 et 1934, par rapport à la livre-sterling (indice 100), la valeur du belga passe de 110 à 160. Cf. (VAN ZEELAND (M.)), *op.cit.*, p.23-25.

(dividendes, prélèvement des créances, frais administratifs, amortissement, salaires)<sup>9</sup> ou la dévaluation du change. En choisissant de mener une politique déflationniste, les autorités belges mirent le doigt dans un engrenage sans fin. Afin de répondre aux exigences du gouvernement, les entreprises se mirent à licencier ou à mettre au chômage partiel, faisant de la classe ouvrière la première victime de cette politique. Parallèlement, dans un effort de stabilisation budgétaire, l'Etat se mit à réduire ses dépenses, en poursuivant une politique de diminution des salaires de la fonction publique, en stoppant l'indemnisation des femmes au chômage<sup>10</sup> et en tentant de comprimer les dépenses affectées au chômage et aux pensions. Si à l'époque, une diminution des frais de subsistance de cinq à vingt-et-un pourcents s'effectue, elle se double d'une baisse du salaire réel de trente pourcents, entraînant dès lors une baisse du pouvoir d'achat d'environ dix pourcents<sup>11</sup>, alors qu'on assiste à une fuite des capitaux. Cette situation dramatique a particulièrement été visible lors des grèves virulentes, débordant les structures syndicales, dans le Hainaut en juillet 1932<sup>12</sup>.

Certains observateurs de l'époque<sup>13</sup> ont souligné les causes de l'échec de cette politique en soulignant l'absence de crédit à taux bas, la hausse des impôts, la non-généralisation de la pression exercée sur le prix de revient (c'est-à-dire que la déflation s'exerçait uniquement sur certains de ses éléments constitutifs, à savoir le salaire, parallèlement à une baisse des dépenses de l'état.) et l'impossibilité de lutter face à une monnaie flottante comme la sterling. Dès lors, dès le début de cette politique déflationniste sous les gouvernements de Broqueville et Theunis, un courant au sein des partis traditionnels va émerger pour trouver des solutions alternatives à la crise, par des politiques de dévaluation et de *deficit-spending* censées redonner un souffle à l'économie par des politiques de travaux publics et par des tentatives de rehaussement du pouvoir d'achat destinées à développer un marché intérieur. Ces mesures constitueront le cheval de bataille du premier gouvernement Van Zeeland, auquel des socialistes participeront. C'est dans cette ambiance délétère que le Parti Ouvrier Belge va réévaluer son programme et qu'Henri de Man va s'atteler, avec d'autres, à la rédaction du Plan du Travail.

### La social-démocratie (déjà) en crise...

Dans cette tourmente, le Parti Ouvrier Belge d'Emile Vandervelde connaît bien des difficultés. Organisation extrêmement bien structurée<sup>14</sup>, et disposant d'une force considérable au sein de l'organisation syndicale (la Commission syndicale), qui lui fournit l'essentiel de ses adhérents, et concentre généralement à sa tête les options les plus réformistes du mouvement ouvrier en Belgique, le POB a, après le premier conflit mondial, obtenus quelques succès, avant de rapidement adopter une attitude passive, tout en se essayant de se défaire de son caractère de classe<sup>15</sup>, dans une quête de respectabilité et d'intégration chaque fois plus importante au jeu politique belge. La pression exercée par le Parti Communiste, et par l'explosion de la crise, va amener le parti à développer une réflexion plus « audacieuse » dès 1931. Celle-ci aboutira d'abord dans un « Plan de salut Public »<sup>16</sup>, qui fournira une base au plan du Travail élaboré par Henri de Man<sup>17</sup> qui sera adopté lors du Congrès de Noël 1933.

---

<sup>9</sup> *Ibid.*, p.29 et sv.

<sup>10</sup> GERARD (E.), *op.cit.*, p. 171.

<sup>11</sup> PLETINCKX (A.), *op.cit.*, p.280.

<sup>12</sup> GERARD (E.), *op.cit.*, p. 174 et voir plus bas.

<sup>13</sup> (VAN ZEELAND (M.)), *op.cit.*, p.34 et sv.

<sup>14</sup> Voir, e.a., BIART-GOSSET (M.) *Le POB et l'adoption du Plan du Travail (décembre 1933). Etude des structures et des mécanismes de décision au sein d'un parti politique*, mémoire de licence en Histoire, Louvain-la-Neuve, 1974 ou ERRANTE (N.), *1919-1939 : le POB, courroie de transmission de la Commission syndicale de Belgique*, dans *Cahiers marxistes*, n°131-132, mars-avril 1985 p.53-63.

<sup>15</sup> PLETINCKX (A.), *op.cit.*, 1e et 2e parties, passim

<sup>16</sup> La garantie du minimum vital du salaire, l'application du roulement de chômage et de la semaine de quarante heures afin de répartir les effets de la crise, le renforcement de l'inspection du travail, une politique de travaux publics de grande ampleur, la création d'un fonds permettant aux provinces et aux communes de payer les indemnités de chômage, la création d'un fonds de crise pour les cultivateurs, le contrôle par la collectivité de la production et du marché et le contrôle des banques.

<sup>17</sup> Au sujet du Plan de Man, voir TELO (M.), *Le New Deal Européen. La pensée et la politique sociales-démocrates face à la crise des années trente*, Bruxelles, 1988, entre autres. Pour son contenu, voir sur le site de l'AMSAB le numéro 11, daté du 20 novembre 1933 du *Mouvement syndical* : [http://digital.amsab.be/pubs\\_serials/Le\\_Mouvement\\_Syndical\\_Belge\\_1918-1940/mouvsybe\\_1933/mouvsybe\\_1933\\_nr11.pdf](http://digital.amsab.be/pubs_serials/Le_Mouvement_Syndical_Belge_1918-1940/mouvsybe_1933/mouvsybe_1933_nr11.pdf)

Entre 1931 et 1935, jusqu'à l'entrée au sein du gouvernement Van Zeeland de ministres socialistes, dont de Man et Spaak, les tensions internes entre la gauche et la droite du parti vont se manifester avec virulence, notamment lors des grèves de 1932, qui verront les communistes jouer un rôle important, et les organisations syndicales débordées par leur base. La campagne pour le Plan, qui sera l'objet de nombreux débats au sein du mouvement ouvrier, tant socialiste que communiste<sup>18</sup>, sera elle aussi traversée, jusqu'en mars 1935 de tensions et de rebondissements, le moindre n'étant pas le retournement de veste (un des premiers d'une longue série) de Paul-Henri Spaak, qui du jour au lendemain passe de l'organisation d'une tendance de gauche au sein du Parti à celui de ministre. Les tentatives de rapprochements entre communistes et socialistes, malgré les offres faites après 1935<sup>19</sup>, seront systématiquement refusées, et verront le P.O.B. glisser sur une pente savonneuse, jusqu'à la trahison que fut la reconnaissance du gouvernement franquiste par Spaak et la dissolution du P.O.B. par Henri de Man en 1940, dernier pas avant la collaboration active du successeur de Vandervelde avec l'occupant nazi.

## Retour vers le futur

S'il regarde avec attention les dispositions prises à l'époque par les gouvernements successifs, le lecteur n'aura pas manqué de faire lui-même le rapprochement avec les politiques d'austérité actuelles. Certes, de nombreuses autres choses ont évolué : mutations du paysage économique et industriel du pays, évolution des rapports de force entre le Nord et le Sud, processus de « construction » européenne, etc.

Revenons tout d'abord sur les similitudes. Comme dans les années suivant le Krach de 1929, la « crise » est initialement une crise financière, se répercutant par la suite sur le reste de l'économie. Il est à noter que, comme dans les années trente, le rythme et l'impact de la crise a été très différent selon les pays, en fonction de leur intégration plus ou moins prononcée au sein du système économique mondial, de la structure économique et financière, ainsi que du rôle joué par une série de mécanismes superstructurels. Par exemple, dans le cas de la Belgique, la période assez longue de constitution d'un gouvernement a retardé l'adoption de mesures d'austérité qui, de bien des manières, font penser aux mesures prises dans les années trente : volonté de diminuer les dépenses de l'Etat, pression sur les salaires,... Cela permet de mettre en lumière le rôle de l'appareil d'Etat, qui, loin de n'être qu'une simple institution neutre, indépendante, conserve une nature de classe malheureusement oubliée par la social-démocratie depuis longtemps, mais parfois aussi par la gauche radicale. Loin d'être un phénomène récent, la politique d'austérité actuelle menée tambours battants avec l'appui des directions social-démocrates plonge ses racines dans les évolutions du capitalisme occidental des quarante dernières années, processus qui a vu une accélération du processus de construction européenne, une remise en question du compromis social issu de la Deuxième Guerre mondiale, et une montée en puissance du modèle de gestion néolibéral du capitalisme, « aidé » par la disparition de la pression exercée par le bloc socialiste en Europe centrale et orientale. En Belgique, ce processus s'est vu doublé des modifications importantes des bases économiques de la Flandre et de la Wallonie.

Le rôle joué par l'Union européenne, par la force économique et politique de l'Allemagne réunifiée, et par l'euro ne saurait être sous-estimé. Trop souvent, la gauche de transformation en Belgique s'est cantonnée à des postures de dénonciation, sans établir d'analyse sérieuse de la situation économique, et sans oser poser la question fondamentale du rôle de l'Union Européenne. Suffit-il de réclamer des nationalisations pour les obtenir ? Suffit-il de déplorer le rôle de l'Union Européenne telle qu'elle est pour en voir changer le cours ? Suffit-il de déplorer la percée de courants nationalistes et réactionnaires pour les voir se réduire ? Bien sûr que non !

Selon nous, une stratégie efficace en vue de l'hégémonie politique et culturelle des travailleurs ne saurait se passer d'une analyse rigoureuse des éléments concrets de la situation. Prenons un exemple marquant.

---

<sup>18</sup> Voir les travaux d'Eugène Varga, extrêmement critiques en 1934, ceux de P. Togliatti, ou le passage de Georges Dimitrov dans son rapport au VIIe Congrès de l'Internationale Communiste, où il parle de plan prometteur, mais manipulé par le gouvernement Van Zeeland au profit de la bourgeoisie.

<sup>19</sup> En juillet 1936, avec la caution de l'Internationale Communiste, Joseph Jacquemotte suggère, dans la perspective d'un Front Unique avec les socialistes, que « le P.C. prenne place dans la grande famille des diverses organisations (...) qui forment le P.O.B. ». Cette réflexion, restée lettre morte, s'intègre dans la logique du VIIe Congrès de l'I.C. visant à faire barrage au fascisme. Nous renvoyons le lecteur au rapport de Georges Dimitrov et au passage consacré à la Belgique. DIMITROV (G.), *Rapport au VIIe Congrès mondial de l'Internationale Communiste, présenté le 2 août 1935*, in *Œuvres Choisies, tome 2*, Sofia, s.d., p.5-85, et p.51-52.

Quelles sont les disparités réelles entre la Flandre et la Wallonie ? Entre une région disposant de secteurs économiques à forte valeur ajoutée, et ayant les moyens de calquer ses positions sur celles de l'Allemagne, et une autre dont le tissu industriel et les infrastructures sont en crise profonde, les questions ne se posent pas de la même façon. On peut, comme c'est le cas de l'auteur de ces lignes, déplorer les querelles « communautaires », l'émergence d'une droite nationaliste ultralibérale et intégrant des thématiques proto-fascistes, mais elles sont le produit d'une dialectique complexe entre structures économiques et superstructures. Ce genre de question ne se résout pas par des prises de positions vaguement progressistes, par un humanisme idéaliste voué à l'impasse, mais au contraire en préparant l'action pratique par une réflexion sérieuse, authentiquement scientifique. La gauche belge souffre à la fois d'une profonde amnésie et d'un manque de sérieux méthodologique. Ce phénomène n'est pas neuf, et a d'ailleurs par le passé provoqué de sérieux problèmes. Encore aujourd'hui, la gauche de transformation est enfermée dans une forme de réformisme redistributif plus ou moins radical. La question européenne et la façon dont elle est envisagée à gauche est tout autant problématique : dans un pays aussi marqué par l'europhilie, toute critique un peu sérieuse de la construction européenne est vue comme replis national, une posture dangereuse, etc. La façon dont une éventuelle sortie de l'euro est parfois envisagée à gauche est à ce titre un exemple éloquent. Selon nous, il est urgent de ne pas laisser la critique de la monnaie unique à une certaine droite. Parallèlement, au-delà des dénonciations purement morales de la NVA, il convient d'analyser clairement sa position qui s'accommode parfaitement du cadre européen, preuve, si besoin est, de la complète inadéquation de ce dernier avec les besoins des masses populaires<sup>20</sup>. Enfin, au vu de la forte implantation de la social-démocratie dans l'espace belge, singulièrement en Wallonie, il est important de ne pas sombrer dans un aveuglement gauchiste qui nous couperait d'une base importante.

Vastes défis que ceux auxquels la gauche de transformation en Belgique doit faire face. Au-delà des échéances électorales et des mesquineries qui entourent souvent ces événements, il n'y aura pas de salut sans une profonde réflexion théorique adaptée au cadre dans lequel nous évoluons, et sans une redécouverte du sérieux du marxisme. Sinon, la longue défaite pourrait se transformer en catastrophe définitive...

---

<sup>20</sup> Un peu d'histoire n'étant jamais inutile, on conseillera au lecteur de jeter un coup d'œil à ce petit texte d'un grand marxiste : <http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/08/vil19150823.htm>